

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 29/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BRASSERIE GOUDALE

AVENUE ISAAC NEWTON
ZAC DE LA PORTE MULTIMODALE DE L'AA
62510 Arques

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\BRASSERIE GOUDALE
(ex LES BRASSEURS DE GAYANT)_Arques_0007006604\2_Inspections\2025 12 09 BREF FDM
Code AIOT : 0007006604

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2025 dans l'établissement BRASSERIE GOUDALE implanté AVENUE ISAAC NEWTON ZAC DE LA PORTE MULTIMODALE DE L'AA 62510 Arques. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme de visites d'inspection de la DREAL Hauts de France au titre de l'année 2025.

Elle porte sur le respect des exigences relatives à l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables et sur certaines prescriptions issues de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 22 octobre 2015.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRASSERIE GOUDALE
- AVENUE ISAAC NEWTON ZAC DE LA PORTE MULTIMODALE DE L'AA 62510 Arques
- Code AIOT : 0007006604
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Brasserie Goudale est autorisée par arrêté préfectoral du 22 octobre 2015 à produire, sur la zone d'activité de la Porte multimodale de l'Aa, sur la commune d'Arques (62), 2 000 000 hl de bière par an, soit 625 000 l/j en moyenne pour une capacité maximale de production de 700 000 l/j.

Les principales activités de la société sont la fabrication de bière et le conditionnement en bouteilles ou en boîtes.

Le processus de fabrication et de conditionnement de la bière est composé de 5 grandes étapes : le brassage, la fermentation, la garde, la filtration et le conditionnement.

Le site est soumis à autorisation environnementale au titre de la rubrique 3642 de la nomenclature des ICPE relative au traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 10
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Définition du périmètre IED	Code de l'environnement du 24/10/2025, article R 515-58	Demande d'action corrective	1 mois
2	Rapport de base	Code de l'environnement du 24/10/2025, article R. 515-59	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Capacités de rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
4	Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 5	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Inventaire	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Surveillance	Arrêté Ministériel du	Mise en demeure, respect de	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des rejets aqueux	27/02/2020, article Annexe – Titre II – 7.2	prescription	
9	VLE et surveillance - paramètre poussières (malt et des grains crus)	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre III-16.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	VLE et surveillance - paramètre poussières (meunerie)	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre III-21.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 1.5.1.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	Porte coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 8.2.1.	Mise en demeure, respect de prescription	8 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Volume d'effluent 1 rejeté	Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 4.3.1.	Sans objet
8	Rejet des effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre III-16.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est convenu d'étendre le périmètre IED au périmètre d'exploitation du site.

Il est attendu des justificatifs sur l'inventaire (schémas des procédés) et sur le positionnement de l'exploitant vis à vis du BREF ICS.

L'exploitant n'a pas remis de rapport de base, il ne dispose pas de Système de Management de l'Environnement (SME). Il ne respecte pas les dispositions en matière de capacités de rétention des substances et mélanges dangereux et ne réalise pas son autosurveillance selon la fréquence de

surveillance issue de l'arrêté ministériel du 27 février 2020.

Le site possède 4 rejets canalisés en sortie des équipements d'épuration des poussières sur le bâtiment appelé "meunerie". Ces points de rejet ne sont pas connus et ne font pas l'objet de la surveillance annuelle applicable.

Face à ces non-conformités, l'Inspection propose un arrêté de mise en demeure à la signature du Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Définition du périmètre IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/10/2025, article R 515-58
Thème(s) : Risques chroniques, IED
Prescription contrôlée : Sans préjudice notamment des dispositions du chapitre Ier du titre VIII du livre Ier, de celles de la section 1 du chapitre II du présent titre applicables en matière d'autorisation et de celles du chapitre III du titre Ier du livre V, les dispositions de la présente section sont applicables aux installations relevant des rubriques 3000 à 3999 dans la colonne A du tableau annexé à l'article R. 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ainsi qu'aux installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.
Constats : <u>1) Définition du périmètre IED</u> Le dossier de réexamen précise en page 44 que les installations retenues dans le périmètre IED sont : <ul style="list-style-type: none">- installations et stockages liés au process de brassage ;- installations de refroidissement ;- stockage de produits finis. En page 13, l'exploitant donne une description des installations du site plus exhaustive mais il semble que la station de traitement des eaux, le forage, les compresseurs, la chaufferie ne soient pas pris en compte dans le périmètre. En annexe 15, l'exploitant fournit un mémoire justificatif de dispense du rapport de base et définit en page 18 un autre périmètre IED qui n'est pas en cohérence celui défini dans le dossier de réexamen. Or, le guide IED stipule " <i>Pour permettre une transposition exacte de la définition d'« installation »</i>

au sens de la directive, le périmètre d'application de la section 8 (appelé périmètre IED) a été restreint au périmètre de l'installation au sens IED : il est donc constitué uniquement des installations visées par une rubrique 3000 et des installations ou équipements :

- S'y rapportant directement ;
- Exploités sur le même site ;
- Liés techniquement à ces installations ;
- Et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution ».

À noter que certains de ces équipements peuvent eux-mêmes correspondre à une activité visée par une rubrique 3000, en-dessous ou au-dessus des seuils. Les équipements ou installations exploités sur le même site que la ou les installations 3000 et ne répondant pas à l'ensemble de ces critères sont exclus du périmètre IED.

Toutefois, les procédés en aval des installations classées 3000 ne sont considérés comme connexes que s'ils font partie intégrante des procédés correspondant aux activités IED. **Les stockages sur site associés aux activités IED (par exemple : les stockages de produits finis), sont à considérer comme connexes, de même pour les installations de traitement des déchets ou des effluents produits pour tout ou partie par l'activité IED.**

De façon générale, les cas où on peut réellement considérer que certaines installations ou équipements réglementés au sein de l'autorisation d'un établissement comprenant des installations 3000 peuvent être exclues du périmètre IED seront de fait plutôt l'exception que la règle."

L'Inspection note d'ailleurs que les 3 indicateurs de performance suivis (eau/gaz/électricité) sont calculés à l'échelle du site et intègrent les nouvelles installations (magasins de stockage et nouvelle salle de charge).

Il ressort ainsi des échanges avec les représentants de l'exploitant qu'il convient de considérer un périmètre IED identique au périmètre d'exploitation.

Non-conformité n°1 : Le périmètre IED défini par l'exploitant dans son dossier de réexamen n'est ni suffisamment précis ni exhaustif. De plus, il apparaît incohérent avec celui repris dans le mémoire justificatif de dispense du rapport de base et au périmètre qui permet le calcul annuel des indicateurs de suivi environnemental.

2) BREF ICS

Le site exploite plusieurs installations de refroidissement. Or, le dossier de réexamen ne présente pas le positionnement de l'exploitant vis à vis des dispositions du BREF ICS.

Non-conformité n°2 : La conformité des installations de refroidissement vis à vis du BREF ICS n'a pas été étudiée dans le dossier de réexamen.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action correctrice n°1 : Il convient de considérer un périmètre IED identique au périmètre d'exploitation.

<p>Demande d'action correctrice n°2 : Des installations de refroidissement faisant partie du périmètre IED, il est attendu un positionnement de l'exploitant vis à vis de ces installations au regard du BREF ICS sous un délai de 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Rapport de base

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/10/2025, article R. 515-59</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, IED</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3° Le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.</p> <p>Ce rapport contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <p>a) Des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;</p> <p>b) Les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges mentionnés au premier alinéa du présent 3°.</p> <p>Un arrêté du ministre chargé des installations classées précise les conditions d'application du présent 3° et le contenu de ce rapport.</p> <p>II.-Une proposition motivée de rubrique principale choisie parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 et de conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son dossier de réexamen, l'exploitant fournit en annexe 15 un mémoire justificatif pour une dispense du mémoire de base qui se fonde sur les deux critères suivants :</p> <p>1) 1^{er} critère : utilisation, production ou rejet de substances ou mélanges dangereux pertinents</p> <p>2) 2^{ème} critère: risque de contamination du sol et des eaux souterraines</p> <p>En visite, le contenu du mémoire n'est pas étudié mais l'Inspection contrôle les moyens de prévention avancés comme arguments par l'exploitant en matière de rétention des substances et mélanges dangereux afin de prévenir la survenance de pollutions significatives.</p>

Dans le mémoire justificatif de dispense de mémoire de base, l'Inspection relève en page 31 que "Les produits sont stockés en partie Ouest du bâtiment sur des rétentions adaptées au volume et à la nature des substances stockées, sur des aires entièrement imperméabilisées ou bien équipées d'un système de récupération rejoignant l'unité de traitement des effluents".

Aussi, elle demande à voir les stockages de :

- métabisulfite de potassium (qui réduit la teneur en O₂ dans les eaux de surface)
- les arômes Cola et Combava (nocifs pour les poissons)
- l'arôme coriandre (toxique pour les animaux aquatiques).

En visite, l'exploitant ne parvient pas à retrouver les lieux de stockage de ces 4 substances/mélanges.

Sur le terrain, l'Inspection constate plusieurs lieux de stockage à la fois dans des halls et dans des salles "garage".

L'Inspection constate que les substances dangereuses sont stockées sans aucune capacité de rétention, ni rétention déportée, ni lien avec la STEP.

De plus, les incompatibilités ne sont pas gérées. En effet, il est constaté le stockage de produits inflammables en quantité importante avec des produits toxiques ou nocifs et gérés sur 2 hauteurs (voir PC3).

La présence des fiches de données de sécurité n'est pas contrôlée.

En réponse à une remarque de l'exploitant, l'Inspection explique qu'il est possible d'admettre que des modifications d'emplacement aient pu avoir lieu entre le dossier de 2020 et la situation actuelle en 2025 mais il est anormal de constater que ces mesures de prévention définies ne soient pas maintenues dans le temps.

Le mémoire justificatif de dispense de mémoire de base n'apparaît pas recevable.

Non-conformité n°3 - L'exploitant n'a pas transmis de rapport de base.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Capacités de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée : I. - Capacité des rétentions Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

<p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Comme explicité au point de contrôle n°2, les dispositions applicables en matière de gestion des substances et mélanges dangereux ne sont pas respectées.</p> <p><u>Non-conformité n°4 : l'exploitant ne dispose pas de capacités de rétention.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 4 : Système de management environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, MTD Générique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME)</p>
<p>Constats :</p> <p><u>1) Existence et implémentation d'un Système de Management de l'Environnement</u></p> <p>Le site n'est pas certifié ISO 14000. L'exploitant présente des éléments mais qui se rapportent au système qualité. Il présente le diaporama de la revue de Direction qualité qui s'est tenue le 16 octobre 2025 comportant une centaine de diapositives.</p> <p>Une diapositive principale apparaît en lien avec l'environnement et porte sur l'atteinte d'indicateurs environnementaux. Ces 3 indicateurs sont les mêmes que ceux définis dans le dossier de réexamen, amendé de 2 nouveaux indicateurs qui sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le respect de la norme d'azote total 10 mg/l (sortie station) - La quantité de rejet en m³ / hl conditionné (entrée station) <p>Par contre, l'exploitant ne parvient pas à retrouver le suivi de l'indicateur lié à la DCO qu'il avait annoncé dans son dossier. L'exploitant indique que celui-ci n'a pas été poursuivi.</p>

Plusieurs remarques sont à noter sur ces objectifs :

- Les objectifs des 3 indicateurs 2019 sont définis à l'identique entre 2019 et 2026 et ne démontrent aucune démarche d'amélioration continue.
- Certains objectifs (dès 2019 comme 2026) apparaissent non conformes vis à vis des exigences de l'arrêté préfectoral du 22/10/2015, ne sont pas en cohérence avec les valeurs précisées dans le projet de dossier de demande d'autorisation environnementale (pour exemple : l'objectif 2026 pour le volume de rejet est fixé à 0,22 m3/hl alors que la VLE applicable est à 0,175 m3/hl dans l'APA 2015, proposé à 0,21 m3/hl dans son projet de DAEEnv 2026 alors même qu'en 2024, le site respecte la valeur de 0,17 m3/hl).
- Il y a une erreur d'unité sur l'indicateur lié à la quantité de rejet (exprimé en m3/hl au lieu de hl/hl)

L'Inspection note que la responsable environnement du site ne participe pas à cette revue de Direction.

La politique présentée est une politique qualité et ne peut être assimilée à une politique relative à l'environnement.

Le manuel qualité n'intègre pas le processus environnement. Il est d'ailleurs totalement absent de la cartographie de l'ensemble des processus de l'établissement reprise en page 10/28.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier l'existence d'un SME, ni le nom de la personne en charge de ce système.

Non-conformité n°5 : Il n'existe pas de Système de Management de l'Environnement.

2) Vérification de l'existence des procédures identifiées comme absentes dans le dossier de réexamen

Le dossier de réexamen indique en page 47 qu'il existe une non-conformité relative à l'absence de procédures en cas d'accident/incident sur la chaufferie gaz, le déversement ammoniac et les produits dangereux.

L'exploitant indique que la procédure PRTX00001 relative à l'intervention en cas de fuite d'ammoniac, CO2 et gaz naturel a été rédigée en date du 6/11/2025 ainsi que la procédure PRIS00001 sur le confinement des eaux polluées ou contaminées datée du 31/03/2025. Leur existence est contrôlée mais leur contenu non étudié lors de la visite.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Inventaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 6

Thème(s) : Risques chroniques, MTD Générique

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants:</p> <p>I. - Des informations sur les procédés de production agroalimentaire et laitière, y compris :</p> <p>a) Des schémas simplifiés de déroulement des procédés, montrant l'origine des émissions ;</p> <p>b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et des techniques de traitement des effluents aqueux/gazeux destinées à éviter ou à réduire les émissions, avec mention de leur efficacité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dossier de réexamen pointait une non-conformité à la MTD2 en page 50 par « <i>l'origine des émissions est à mentionner au niveau des schémas simplifiés</i> ».</p> <p>L'exploitant indique qu'il dispose de plusieurs diagrammes de procédés, l'un pour la fabrication de la bière et 4 autres pour le conditionnement. Il ajoute que ces diagrammes ont été complétés au niveau des différentes étapes de fabrication afin d'indiquer les postes qui sont susceptibles de générer des effluents aqueux et des rejets atmosphériques.</p> <p>L'Inspection consulte le diagramme de fabrication de la bière. L'émission de « poussières » y est mentionnée ainsi que des rejets d'effluents sous le signe « N : ».</p> <p>Or, le diagramme n'indique pas le type de traitement alors que l'existence d'un filtre à manches est mentionnée dans le dossier. Son efficacité n'y est pas justifiée. A noter qu'il n'existe pas de surveillance de ces rejets (voir PC 9).</p> <p>Postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a complété le diagramme en ajoutant le système de filtration sur les rejets atmosphériques.</p> <p>Les aspects relatifs aux rejets canalisés sont à compléter (type de traitement et efficacité) et le devenir des effluents aqueux générés à clarifier avec l'efficacité de leur traitement.</p> <p>L'Inspection précise en séance qu'il conviendra de maintenir et réexaminer régulièrement cet inventaire au travers du SME.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande de justificatif n°1 : L'exploitant complètera ses diagrammes afin de garantir l'exhaustivité des informations attendues sous 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>

N° 6 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 7.2

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi et inventaire des effluents aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant surveille les émissions dans l'eau et respecte les VLE suivantes :

Substance/paramètre	VLE en mg/l (II) (III) (XI)	Fréquence de surveillance (IX)
Demande chimique en oxygène (DCO) (V)	100 (I)	Une fois par jour (X)
Azote global (NG)	20 (VI) (VII)	Une fois par jour (X)
Carbone organique total (COT) (V)	-	Une fois par jour (X)
Phosphore total (PT)	2 (I) (VIII)	Une fois par jour (X)
Matières en suspension totales (MEST)	50 si le flux est inférieur ou égal à 15 kg/jour ou si l'efficacité du traitement est supérieure ou égale à 90 % 35 si le flux est supérieur à 15 kg/jour et si l'efficacité du traitement est inférieure à 90 %	Une fois par jour (X)
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	100 si le flux est inférieur ou égal à 30 kg/jour ou si l'efficacité du traitement est supérieure ou égale à 90 % ou si le rejet s'effectue en mer (IV) 30 si le flux est supérieur à 30 kg/jour et si l'efficacité du traitement est inférieure à 90 % (IV)	Une fois par mois (X)

Chlorures (Cl ⁻)	-	Une fois par mois

(I) Les VLE en DCO et phosphore ne s'appliquent pas aux secteurs d'activité disposant de valeurs particulières reprises au titre III.

(II) Les VLE ne s'appliquent pas aux émissions résultant de la meunerie, de la transformation du fourrage vert et de la production d'aliments secs pour animaux de compagnie et d'aliments composés pour animaux.

(III) Les VLE ne s'appliquent pas à la production d'acide citrique ou de levure.

(IV) Le flux est ramené à 15 kg/jour pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10.

(V) La VLE et la surveillance portent soit sur la DCO soit sur le COT sous réserve de la démonstration au cas par cas par l'exploitant de la corrélation DCO/COT. Le paramètre COT est l'option privilégiée car la surveillance du COT n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques.

(VI) La VLE est de 30 mg/l en moyenne journalière uniquement si l'efficacité du traitement est supérieure à 80 % en moyenne annuelle ou en moyenne sur la période de production.

La VLE n'est pas applicable en cas de faible température des effluents aqueux (inférieure à 12 °C, par exemple) pendant de longues périodes.

(VII) En cas de rejets dans le milieu naturel appartenant à une zone sensible telle que définie en application de l'article R. 211-94 et que l'efficacité du traitement est inférieure à 80 %, l'exploitant respecte également une VLE en concentration moyenne mensuelle de :

- 15 mg/l lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 150 kg/jour ; - 10 mg/l lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 300 kg/jour.

(VIII) En cas de rejets dans le milieu naturel appartenant à une zone sensible telle que définie en application de l'article R. 211-94 et si l'efficacité du traitement est inférieure à 90 %, l'exploitant respecte également une VLE de 1 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est supérieur à 80 kg/jour.

(IX) La surveillance ne s'applique que lorsque la substance concernée est pertinente pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire mentionné au point 6.

(X) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral.

(XI) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective :

Les valeurs limites de concentration sont fixées en sortie de l'établissement par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 III.

Constats :

L'Inspection procède à la comparaison entre les Valeurs Limites (VLE) de l'APA du 22/10/2015, l'AMPG du 27/02/2020 et la convention de rejets du 31/08/2024.

Substance /paramètre	VLE AMPG 2020 sur 24 H en mg / l	VLE sur 24 H en mg/l dans APA 2015	VLE sur 24 H en mg/l dans convention 31/08/2024	Fréquence d e surveillance A M P G 2 0 2 0	Fréquence d e surveillance APA 2015	Fréquence actuelle suivi par l'exploitant

Demande chimique en oxygène (DCO)	100	125	125	Une fois par jour	Une fois par semaine	1 fois / jour
Azote global (NGL)	20	10	10	Une fois par jour	Une fois par semaine	4 fois par semaine
Carbone organique total (COT)	-	-	-	Une fois par jour	Une fois par semaine	/
Phosphore total (PT)	2	1	1	Une fois par jour	Une fois par semaine	4 fois par semaine
Matières en suspension totales (MEST)	50 si le flux est inférieur ou égal à 15 kg/jour ou si l'efficacité du traitement est supérieure ou égale à 90% 35 si le flux est supérieur à 15 kg/jour et si l'efficacité du traitement est inférieure à 90 %	35	35	Une fois par jour	Une fois par semaine	2 fois par semaine

	à 90 %					
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	100 si le flux est inférieur ou égal à 30 kg/jour ou si l'efficacité du traitement est supérieure ou égale à 90 % ou si le rejet s'effectue en mer (IV) 30 si le flux est supérieur à 30 kg/jour et si l'efficacité du traitement est inférieure à 90 % (IV)	25	25	Une fois par mois	Une fois par semaine	Une fois par semaine
Chlorures (Cl ⁻)	-	-	-	Une fois par mois	Une fois par mois	Une fois par mois

Il ressort de cette analyse que la VLE de la DCO fixée à 125 mg/l dans l'APA 2015 est obsolète et qu'il convient de fixer la valeur limite à 100 mg/l.

En ce qui concerne les fréquences de surveillance, l'AMPG 2020 apparaît plus contraignant et fixe une surveillance à une fois par jour pour les paramètres DCO, azote global NGL, Phosphore total PT et les Matières En Suspension Totales (MEST).

L'exploitant précise qu'il réalise une surveillance journalière uniquement sur le paramètre DCO (exigence issue de la démarche SRR) **mais pas sur les autres paramètres à ce jour.**

La consultation de la plateforme GIDAF met en effet en exergue un respect des valeurs limites applicables pour les paramètres repris ci-dessus et le respect de la fréquence de surveillance de

applicables pour les paramètres repris ci-dessus et le respect de la fréquence de surveillance de l'APA (mais pas celles de l'AMPG 2020).

Non-conformité n°6 - L'exploitant ne respecte pas la fréquence de surveillance fixée à une fois par jour pour les paramètres Azote Global (NGL), Phosphore total (PT) et les Matières En Suspension Totales (MEST).

A noter que le respect des méthodes d'analyse et les bulletins d'analyse n'a pas été contrôlé.

Pour rappel, concernant le COT, l'AMPG2020 indique que "La VLE et la surveillance portent soit sur la DCO soit sur le COT sous réserve de la démonstration au cas par cas par l'exploitant de la corrélation DCO/COT. Le paramètre COT est l'option privilégiée car la surveillance du COT n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques." Ce point sera réétudié avec l'exploitant lors de la rédaction de l'arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Volume d'effluent 1 rejeté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 4.3.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Identification des effluents

Prescription contrôlée :

[...] Le volume de l'effluent rejeté est inférieur à 0,175 m3 par hectolitre de bière produite. [...]

Constats :

Dans son dossier de réexamen, le volume d'effluent rejeté par hectolitre de bière produite est un des indicateurs suivis par l'exploitant. Il y détaille ses valeurs pour les années 2017 à 2019 marquées par une forte baisse allant de 0,254 à 0,158.

L'exploitant a déclaré en séance qu'une évolution à la baisse est également constatée depuis 2021 : 0,212 en 2021, 0,22 en 2022, 0,19 en 2023 pour atteindre 0,17 en 2024 et 0,17 à fin septembre 2025.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (à fin 09/25)	Objetif 2026	Valeur prévue dans DAE nov 2026

Vale u r s dans l e dossi er de réex ame n	0,25 4	0,22 4	0,158								
Vale u r s trans mise s en visite					0,212	0,22	0,19	0,17	0,17	0,22	0,21

Le ratio de 0,17 m3/hl en 2024, identique à fin septembre 2025, est un ratio conforme à l'arrêté préfectoral d'autorisation qui le fixe à 0,175 m3/hl.

L'Inspection relève toutefois dans la présentation de la revue de Direction Qualité que l'objectif de cet indicateur est fixé depuis 2019 à 0,22 m3/hl (erreur d'unité sur la diapositive) qui ne correspond pas à l'objectif réglementaire fixé à 0,175 m3/hl.

Elle relève également que sa valeur dans le projet de DAEEnv est proposée à 0,21 m3/hl. **Au regard de l'état actuel de cet indicateur (0,17 m3/hl) cette demande de ratio n'est pas justifiée.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rejet des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre III-16.1

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau et rejet des effluents aqueux

Prescription contrôlée :

Le volume des effluents rejetés ne dépasse pas 0,5 m3 par hectolitre de bière produite.

Pour les établissements n'effectuant pas la chaîne complète brassage, filtration, conditionnement :

- un hl de bière brassée et filtrée est équivalent à 0,6 hl produit ;
- un hl de bière brassée mais non filtrée est équivalent à 0,5 hl produit ;
- le conditionnement d'un hl de bière brassée mais non filtrée est équivalent à 0,5 hl produit ;

- le conditionnement d'un hl de bière brassée et filtrée est équivalent à 0,4 hl produit.
<p>Constats :</p> <p>Le dernier ratio connu du volume d'effluent rejeté par hectolitre de bière produite est celui de l'année 2024 calculé à 0,17 m3/hl (il est calculé à 0,17 à fin septembre 2025). Il est compris dans la fourchette fixée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : VLE et surveillance - paramètre poussières (malt et des grains crus)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre III-16.4
Thème(s) : Risques chroniques, Manutention et transformation du malt et des grains crus
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions dans l'air respectent les VLE et sont surveillées aux fréquences suivantes : Unités nouvelles : 5 mg / Nm3 Unités existantes : 10 mg / Nm3 Fréquence de surveillance : 1 fois / an</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dossier de réexamen précise qu'il n'existe pas de rejets canalisés alors que l'Inspection y relève l'existence de filtres à manches au niveau du secteur de la meunerie.</p> <p>Pour clarifier la terminologie, l'exploitant précise que les procédés de manutention et de transformation du malt et des grains crus ainsi que le procédé de nettoyage du grain et meunerie se font tous les deux au sein du bâtiment appelé "la meunerie". Il s'agit d'un bâtiment à plusieurs étages équipé de système de filtres à manches.</p> <p>Contrairement à ce qui est indiqué dans le dossier de réexamen, l'Inspection constate sur le terrain l'existence de 4 rejets canalisés en cheminée sur ce bâtiment.</p> <p>Ces rejets ne font pas l'objet d'une surveillance annuelle de l'exploitant. Le respect de la VLE n'est pas démontré.</p> <p>Non-conformité n°7 : l'exploitant ne réalise pas de surveillance annuelle sur le paramètre poussières sur ses rejets canalisés liés à la transformation des grains crus et du malt.</p> <p>En séance, il n'est pas possible de distinguer les points de rejet liés aux installations du secteur de la production de bière de ceux relatifs aux installations de la meunerie (au sens de la réglementation).</p>

Demande de justificatif n°2 : Afin de définir les VLE applicables (MTD 20 et/ou 28), l'exploitant précisera pour chaque point de rejet la nature de l'installation qui s'y rapporte.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande de justificatif n°2 : Afin de définir les VLE applicables (MTD 20 et/ou 28), l'exploitant précisera pour chaque point de rejet la nature de l'installation qui s'y rapporte.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : VLE et surveillance - paramètre poussières (meunerie)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre III-21.1
Thème(s) : Risques chroniques, Secteur de la meunerie
Prescription contrôlée : Les émissions dans l'air respectent les VLE et sont surveillées aux fréquences suivantes : Paramètre poussière - 5 mg / Nm ³ Fréquence de surveillance : 1 fois / an
Constats : Les constats sont identiques au point précédent. Ces rejets ne font pas l'objet d'une surveillance annuelle de l'exploitant. Le respect de la VLE n'est pas démontré. Non-conformité n°8 : l'exploitant ne réalise pas de surveillance annuelle sur le paramètre poussières sur ses rejets canalisés liés au secteur de la meunerie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande de justificatif n°3 : Afin de définir les VLE applicables (MTD 20 et/ou 28), l'exploitant précisera pour chaque point de rejet la nature de l'installation qui s'y rapporte.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 1.5.1.
Thème(s) : Situation administrative, Modifications

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

L'Inspection constate à son arrivée qu'un nouveau bâtiment est en cours de construction et dont elle n'a pas connaissance.

L'exploitant précise qu'il s'agit de l'extension d'une nouvelle salle de charge (non connue également) suite au changement du parc des chariots élévateurs (abandon du mode thermique à confirmer).

Lors du parcours des installations, l'Inspection relève également de nombreuses modifications d'ouvertures et de fermetures de parois dans les bâtiments (notamment bâtiments repris en rubrique 1510).

Elle relève par ailleurs des stockages de matières combustibles (cartons) au sein de bâtiments qui étaient définis comme non affectés au stockage et situés à proximité de la nouvelle salle de charge.

Elle relève lors de la présentation que l'exploitant a installé des panneaux solaires sur les 3 nouveaux bâtiments de stockage. Cette information n'avait pas été portée à la connaissance de l'Inspection ni du SDIS lors des réunions et visites d'inspections spécifiques à ce projet. La DREAL rappelle que l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque doit être conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Non-conformité n°9 - L'exploitant n'a pas porté ces modifications à la connaissance du Préfet préalablement à leur mise en oeuvre.

Des plans à jour renseignant sur la nature des murs et portes coupe feu avec justification du caractère REI seront à intégrer au dossier de demande d'autorisation environnementale en cours de préparation. Les modélisations d'incendie de bâtiments de stockage seront à réétudier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Porte coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2015, article 8.2.1.

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures bâtimentaires
Prescription contrôlée : L'isolement entre les différentes cellules de stockage est réalisé par la mise en place de murs coupe-feu de degré deux heures. [...] Les portes d'intercommunication sont de degré coupe-feu deux heures. Les portes sont à fermeture automatique asservies à des détecteurs autonomes déclencheurs placés de part et d'autre et en partie haute.
Constats : Lors du parcours des installations, l'Inspection constate qu'une porte coupe-feu donnant vers l'un des nouveaux bâtiments de stockage en exploitation ne peut pas se fermer. Deux planches de bois coincent la manœuvre automatique de la porte. L'amas de poussières autour de ces cales de bois laisse supposer une situation ancienne. L'Inspection demande en séance aux représentants de l'exploitant de faire le nécessaire avant la fin de semaine. En date du 15 décembre 2025, un courriel spécifique est transmis à la Direction du site en vue d'une intervention prompte. Non-conformité N°10 : Une porte à fermeture automatique asservie à des détecteurs autonomes déclencheurs placés de part et d'autre et en partie haute n'est pas opérationnelle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 8 jours